



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE RENNES
Direction des Affaires Financières et de la Politique d'Achat
Pôle des Achats
2 rue du Thabor
CS 46510
35043 RENNES CEDEX

Objet du marché :

Fourniture d'équipements, consommables et matériel de second-œuvre

Établi en application du code de la commande publique
(Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert européen en application du code de la commande publique
Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5

Date et heure limites de remise des offres :

Le lundi 3 février 2025 à 11H30 (heure de Paris)

Référence Consultation : 2024020AOF

- Version établie en date du 19/12/2024

Attention : réponse électronique imposée sur la plate-forme Place

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION	3
2.	OBJET DU MARCHÉ	3
3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1.	NATURE DE LA PROCEDURE	5
3.2.	RESERVATION DE MARCHÉ	5
3.3.	DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
3.3.1.	<i>Lots et nomenclature communautaire associée</i>	<i>5</i>
3.3.2.	<i>Tranches.....</i>	<i>5</i>
3.3.3.	<i>Phases</i>	<i>5</i>
3.4.	FORME DES MARCHES	5
3.4.1.	<i>Lot n° 01 : Quincaillerie.....</i>	<i>5</i>
3.4.2.	<i>Lot n° 02 : Electricité</i>	<i>5</i>
3.4.3.	<i>Lot n° 03 : Plomberie</i>	<i>6</i>
3.5.	ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	6
3.5.1.	<i>Lot n° 02 : Electricité</i>	<i>6</i>
3.5.2.	<i>Lot n° 03 : Plomberie</i>	<i>6</i>
3.6.	DUREE DU MARCHÉ	6
3.7.	FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	7
3.8.	MODE DE REGLEMENT.....	7
3.9.	VARIANTES.....	7
3.9.1.	<i>Variantes alternatives</i>	<i>7</i>
3.9.2.	<i>Variantes supplémentaires (ou Options).....</i>	<i>7</i>
3.10.	MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
3.11.	DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES	8
3.12.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
3.13.	MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES [DCE].....	8
3.14.	VISITE DES LIEUX	8
3.15.	MARCHÉ COMPLEMENTAIRE DE FOURNITURES	8
4.	PRESENTATION DES OFFRES	8
4.1.	CONDITIONS DE PARTICIPATION :	8
4.2.	PIECES CANDIDATURE	9
4.3.	PIECES OFFRES :	9
5.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	10
5.1.	DATE ET HEURE LIMITEES DE REMISE DES OFFRES	10
5.2.	REMISE DES PLIS DE MANIERE DEMATERIALISEE	10
6.	JUGEMENT DES OFFRES	12
7.	LITIGES	13
8.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13

1. PRESENTATION

L'UNIVERSITE

Depuis janvier 2023, l'Université de Rennes 1 s'est transformée en Université de Rennes, un établissement public expérimental (EPE).

C'est un établissement pluridisciplinaire porteur d'une mission de service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Ouverte sur l'Europe et le monde, au cœur de la Région Bretagne et en lien avec Rennes Métropole et son écosystème, l'Université de Rennes est bâtie sur une histoire commune et les atouts de ses membres fondateurs.

Elle poursuit une ambition : relever les grands défis sociétaux d'un monde en transition en particulier dans les domaines de l'environnement, de la santé globale et du numérique.

L'université en chiffres * :

- 4 500 personnels
- 37 200 étudiantes et étudiants
- 9 campus
- 3 stations expérimentales
- 37 unités et structures de recherche

* Chiffres de janvier 2023

LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DE LA LOGISTIQUE

La **Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL)**, est une direction multi-activités placée sous l'autorité de la direction générale des services de l'Université de Rennes.

C'est un service central et support de l'établissement, qui accompagne l'ensemble de la communauté universitaire ainsi que ses partenaires dans l'exercice de leurs activités quotidiennes.

Opérationnelle depuis septembre 2019, la DIL compte environ 150 agents et a pour missions de :

- assurer l'ensemble des opérations logistiques nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement,
- faire fonctionner et exploiter de manière optimale le patrimoine immobilier des sites rennais,
- entretenir et maintenir l'ensemble des bâtiments et des espaces extérieurs des sites rennais,
- piloter les projets immobiliers de l'université et les opérations de travaux,
- construire des schémas prospectifs pour le patrimoine et élaborer la stratégie immobilière,
- valoriser le patrimoine immobilier universitaire,
- coordonner les activités relatives à la sécurité incendie, la surveillance et la sûreté des personnes et des biens,
- réaliser des travaux de reprographie, de création graphique et gérer les moyens d'impressions.

Côté patrimoine, l'ensemble des sites universitaire (ex. Université de Rennes 1) représentent environ **323 000 m² de surface de plancher, 148 hectares de foncier et plus de 110 bâtiments.**

2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché est régi par le Cahier des Clauses Administratives Particulières **2024020AOF**, est un marché de fournitures désigné par :

Fourniture d'équipements, consommables et matériel de second-œuvre

Adresse de livraison des fournitures :

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Désignation	Adresse de livraison	Correspondant Université de Rennes
Campus de Rennes : - Beaulieu - Villejean - Centre - Station Biologique de Paimpont - Station biologique de Bailleron - Station expérimentale de Monterfil	Campus de Beaulieu Bâtiment 19 19 All. Jean Perrin, 35700 Rennes	Sébastien Léveil Responsable magasins internes Université de Rennes Direction de l'Immobilier et de la Logistique Pôle Support Technique +33 (0)2 23 23 69 54 sebastien.leveil@univ-rennes.fr
IUT de Rennes	3 Rue du Clos Courtel CS 20602 35706 Rennes CEDEX 7	Laurent Delavier Responsable service logistique et maintenance Université de Rennes +33 (0)2 23 23 55 24 +33 (0)6 49 79 25 13 laurent.delavier@univ-rennes.fr
IUT de Saint-Malo	Rue de la Croix Désilles CS 51713 35417 Saint Malo	Philippe Hue Coordinateur Technique Université de Rennes 02.99.21.95.89 06.76.78.93.07 philippe.hue@univ-rennes.fr
IUT de Saint-Brieuc	18 rue Henri Wallon B.P. 406 22004 Saint Brieuc	Hugues Marlier Chef d'exploitation Université de Rennes 02 96 60 96 29 06 07 97 57 64 hugues.marlier@univ-rennes1.fr
IUT de Lannion	Rue Edouard Branly BP 30219 22302 Lannion	Séverine HAESAERT Service Immobilier Logistique Prévention Université de Rennes +33 (0)2 96 46 94 73 +33 (0)7 61 99 73 73 severine.haesert@univ-rennes.fr
ENSSAT de Lannion	6 rue de Kerampont CS 80518 22305 Lannion	Serge Le Flécher Service Immobilier Logistique Prévention Université de Rennes 02 96 46 90 14 06 30 52 82 81 serge.le-flecher@enssat.fr

Les besoins concernent principalement la Direction de l'Immobilier et de la Logistique de l'université de Rennes (DIL) pour laquelle l'adresse de livraison est :

Campus de Beaulieu
Bâtiment 19
19 All. Jean Perrin, 35700 Rennes

Le présent appel d'offres couvre tous les sites potentiellement concernés de l'Université de Rennes ou susceptibles d'être intégrés par avenant ou clause de réexamen pendant la durée d'exécution des marchés susvisés.

Les spécifications administratives du marché sont définies dans le document intitulé Cahier des Clauses Particulières (CCP) ainsi que dans le présent Règlement de la Consultation (RC).

A titre d'information, les dépenses moyennes par an sont les suivantes :

- Quincaillerie : 100 000 euros HT
- Electricité : 150 000 euros HT

- Plomberie : 100 000 euros HT

Les chiffres indiqués ci-dessus et donnés à titre indicatif n'ont aucune valeur contractuelle.

3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. NATURE DE LA PROCEDURE

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des dispositions du code de la commande publique [CCP], et notamment des articles L. 2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et les articles R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés susvisés de la présente consultation est le **CCAG-FCS** :

CCAG « Fournitures Courantes et de Services » (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services – publié au JORF du 1er avril 2021), réputé connu des candidats et non fourni au présent dossier de consultation.

3.2. RESERVATION DE MARCHÉ

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 à L.2113-16 et R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

3.3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.3.1. Lots et nomenclature communautaire associée

L'appel d'offres fait l'objet de **3 lots** traités par marchés séparés et définis comme suit :

Lots	Désignation	CPV	
01	Quincaillerie	44316000-8	Quincaillerie
		44316400-2	Articles de quincaillerie
02	Electricité	31600000-2	Matériel électrique
		31500000-1	Appareils d'éclairage et lampes électriques
03	Plomberie	39715300-0	Équipement de plomberie
		44115200-1	Matériel de plomberie et de chauffage
		44115210-4	Matériel de plomberie
		44115220-7	Matériel de chauffage

3.3.2. Tranches

Sans objet

3.3.3. Phases

Sans objet

3.4. FORME DES MARCHES

3.4.1. Lot n° 01 : Quincaillerie (multi-sites)

Le marché susvisé est un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande** sans minimum mais avec un maximum, suivant les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le maximum prévu est le suivant : 2 000 000 € HT sur toute la durée du marché reconductions comprises.

L'UR peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité.

3.4.2. Lot n° 02 : Electricité (Département 35 exclusivement)

Le marché susvisé est un **accord-cadre multi attributaire** à bons de commande sans minimum mais avec un maximum, suivant les dispositions des articles L.2124-2, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le maximum prévu est le suivant : 2 000 000 € HT sur toute la durée du marché reconductions comprises.

Ce lot donnera lieu à un accord-cadre avec **3 Titulaires Maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

L'UR peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité.

3.4.3. Lot n° 03 : Plomberie (multi-sites)

Le marché susvisé est un **accord-cadre multi attributaire** à bons de commande sans minimum mais avec un maximum, suivant les dispositions des articles L.2124-2, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le maximum prévu est le suivant : 2 000 000 € HT sur toute la durée du marché reconductions comprises.

Ce lot donnera lieu à un accord-cadre avec **3 Titulaires Maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

L'UR peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité.

3.5. ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

3.5.1. Lot n° 02 : Electricité

L'émission des bons de commande s'effectue avec remise en concurrence préalable des Titulaires. Les bons de commande seront attribués aux différents fournisseurs retenus en tenant compte de la conformité du produit et du prix proposé lors des demandes de devis adressées à l'ensemble des titulaires du lot concerné.

La passation des commandes s'effectuera par demandes de devis adressées aux points de contact et référents définis par chaque titulaire, et l'attribution des bons de commande s'effectuera suivant les meilleurs prix proposés par ceux-ci.

Il importe par voie de conséquence que les titulaires de l'accord-cadre soient en mesure de proposer un service commercial dédié au regard de ces attentes pendant toute la durée du marché.

Nota : les prix de l'accord cadre sont des prix plafonds de référence, exprimés en euros HT et TTC, et mentionnés dans l'annexe financière (BPU) jointe au présent accord-cadre et complétée par le Titulaire. Dans le cadre de la remise en concurrence, le Titulaire ne pourra proposer qu'un prix égal ou inférieur aux prix plafonds de l'accord cadre pour les produits qui y sont listés. Pour les produits non listés au BPU de l'accord-cadre, les titulaires s'engagent à appliquer sur leurs prix publics à minima la remise consentie dans le cadre du BPU de l'accord-cadre.

3.5.2. Lot n° 03 : Plomberie

Les bons de commandes sont attribués selon la méthode dite en cascade :

La méthode d'attribution dite « en cascade » fait appel en priorité aux titulaires les mieux-disants. L'acheteur contacte le titulaire classé en première position à l'analyse des offres et si ce dernier ne peut répondre avec le produit demandé dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée seconde et ainsi de suite.

Il importe par voie de conséquence que les titulaires de l'accord-cadre soient en mesure de proposer un service commercial dédié au regard de ces attentes pendant toute la durée du marché.

3.6. DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an.

Il est prévu la possibilité de trois (3) reconductions à la date anniversaire des marchés pour une durée d'une année supplémentaire par reconduction tacite, sans que la durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Sauf stipulation contraire, la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le(s) marché(s) concerné(s) en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, deux mois minimum avant la date anniversaire des marchés.

3.7. FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

Conformément à l'article 3.5 du CCAG-FCS, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

3.8. MODE DE REGLEMENT

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

3.9. VARIANTES

3.9.1. Variantes alternatives

Les variantes alternatives à l'initiative des candidats sont autorisées dans les limites du dossier de consultation.

Conformément à l'article R.2151-10 du code de la commande publique, elles devront respecter les spécifications techniques du BPU et répondre aux mêmes qualités d'utilisation.

3.9.2. Variantes supplémentaires (ou Options)

La présente consultation ne comporte pas de variantes de fournitures supplémentaires obligatoires.

Le candidat peut proposer des variantes de fournitures supplémentaires à son initiative.

3.10. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter **au plus tard 5 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.11. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.12. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 (BPU) et 2 (Remise catalogue).
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant.
- Le présent Règlement de la Consultation (RC) et son annexe 1 (CRT).
- Le DC1 à renseigner par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME
- Le DC2 à renseigner par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME

3.13. MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES [DCE]

Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le Dossier de consultation par voie électronique sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation.

3.14. VISITE DES LIEUX

Sans objet.

3.15. MARCHE COMPLEMENTAIRE DE FOURNITURES

Suivant les dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, ce marché pourra donner lieu à un nouveau marché pour la livraison de fournitures complémentaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des fournitures à livrer ;
- Remise par l'attributaire du présent marché d'un BPU dans les délais fixés par l'acheteur ;
- Les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant dans le C.C.A.P. N° 2024020AOF.

Ce marché de fournitures complémentaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

4. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

4.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION :

En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par la Commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48 (Plus de renseignements : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espdl>).

Si le candidat présente sa candidature sous la forme d'un DUME, ce dernier devra être rédigé en français.

Conformément aux dispositions en vigueur à compter du 01/04/18 pour les acheteurs publics, l'Université de Rennes acceptera le DUME transmis par voie électronique (eDUME) à partir de la plateforme des marchés PLACE, les autres modes de candidature décrits ci-après demeurant malgré tout utilisables.

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation) à fournir par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME ;

- Déclaration du candidat volet 1 (DC2 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation) à fournir par les candidats souhaitant soumissionner hors dispositif DUME ;

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du code de la commande publique Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Le Pouvoir habilitant le signataire à engager la société candidate ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.2. PIECES CANDIDATURE

Il s'agit des pièces relatives à la qualité, la capacité sociale de l'entreprise telles qu'énumérées aux articles R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :

- **Pièces d'appréciation économique et financière :**
 - Bilans ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
 - Une Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- **Pièces d'appréciation technique et professionnelle :**
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
 - Les certificats de qualifications et/ou de qualité obtenus par l'opérateur économique.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.3. PIECES OFFRES :

Un projet de marché comprenant :

- Un **Acte d'engagement** fourni au présent dossier renseigné par le candidat avec :
 - Le **BPU** complété en annexe 1 de l'Acte d'Engagement ;
Si toutefois le candidat n'était pas en mesure de compléter la totalité du bordereau des prix unitaires, il peut proposer une variante alternative du BPU dans les conditions de l'article 3.9.1 du présent règlement de consultation.
 - La **remise sur catalogue** complétée en annexe 2 de l'Acte d'Engagement pour les articles hors BPU ;
- Un **Dossier technique ou mémoire méthodologique** complet comportant à minima les éléments demandés en Annexe 1 « Cadre de réponse technique » du présent règlement de consultation. **L'annexe 1 est à compléter.**

- Le **catalogue électronique** des produits du candidat avec le rabais appliqué conformément à l'annexe 2 de l'Acte d'Engagement. Il est demandé aux candidats la fourniture d'un portail web-services ou extranet dédié (gestion des stocks, commandes, traçabilité, etc). Pendant la consultation, un portail de tests et de démonstration devra être mis à disposition de l'Université de Rennes par les candidats, avec code d'accès ou mot de passe protégé, et comprendre les références produits concernées ainsi que les fiches techniques descriptives des équipements proposés, les certificats constructeurs, ainsi que les certificats de conformité aux normes européennes en vigueur de ces matériels. **L'annexe 1 est à compléter.**

ATTENTION :

Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation contraire aux dispositions des pièces contractuelles du marché est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent marché.

Les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française.

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

NOTA : Lors de l'examen des candidatures, conformément aux articles R.2144-1 et R.2144-2 du code de la commande publique, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

ATTENTION :

En raison de la dématérialisation le candidat précisera obligatoirement la(les) adresse(s) courriel (E-mail) où seront adressées les lettres de notification, lettres relatives aux offres ou candidatures non retenues. En cas d'omission ces documents seront envoyés sur les adresses des membres de la société dont le pouvoir adjudicateur peut disposer et aux risques et périls du candidat défaillant.

5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

ATTENTION : La remise des offres devra être effectuée de manière **totale**ment dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement suffisant de manière à anticiper les aléas techniques et/ou de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et des offres. Nous vous conseillons vivement de tester dans un délai suffisant, (au moins la veille de la date limite de remise des offres) vos applications de versement de fichiers. En cas de difficultés, vous pouvez nous contacter par mail (marches@listes.univ-rennes.fr) ou par téléphone (0223236311).

5.1. DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

Dans le respect des dispositions des articles R.2151-1 à R.2151-3 du code de la commande publique, la date limite de réception des offres est fixée au :

LUNDI 3 FEVRIER 2025 à 11H30 (heure de Paris)

ATTENTION : Les dossiers de soumission des candidats qui seraient remis, ou qui seraient parvenus après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas admis lors de la phase d'ouverture des plis et seront renvoyés non ouverts aux soumissionnaires.

5.2. REMISE DES PLIS DE MANIERE DEMATERIALISEE

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique, la personne publique **impose** la transmission des offres par voie électronique suivant les dispositions ci-après.

Les modalités de réponse électronique de la présente consultation sont régies par les articles R.2132-7 à R.2132-14 du code de la commande publique et de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

ATTENTION : Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, LA SIGNATURE ELECTRONIQUE EST FACULTATIVE ET N'EST PAS EXIGEE dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.

➤ **MODALITES D'ENVOIS DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :**

Les offres (fichiers) seront déposées sur la Plate-forme des achats de l'État [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Dans le déroulement de la procédure, le candidat est donc lié par le présent Règlement de Consultation ainsi que par les conditions d'utilisation de la salle des marchés figurant sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « un guide utilisateur entreprise » ainsi qu'un dossier d'autoformation téléchargeables qui précisent les conditions d'utilisation de la plateforme susmentionnée, et notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

- AIDE & ASSISTANCE :

- Des consultations de tests sont disponibles pour les candidats dans l'onglet : « se préparer à répondre » ;
- Guides d'utilisation et modules d'autoformation disponibles dans le menu Aide de la plateforme
- Accompagnement et Assistance technique : le service de support technique (Tél. : 01-76-64-74-07) est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.

➤ **DELAIS DE TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :**

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée à l'article 4-1 du présent Règlement de Consultation.

ATTENTION :

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement (transfert finalisé pour l'ensemble des fichiers sur la plateforme ainsi que pour leur authentification par signature électronique) suffisant, de manière à anticiper les aléas techniques et/ou le temps de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et offres.

C'est en effet l'heure exacte de réception de l'offre électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur qui est prise en considération comme heure de réception.

Il appartient aux candidats de s'assurer du bon acheminement de leur offre, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable de dysfonctionnements éventuels apparus lors de la transmission électronique de l'offre du candidat.

Les dossiers qui seraient transmis électroniquement après la date et l'heure limites fixées à l'article 4-1 du présent Règlement de Consultation ne seront pas admis lors de la phase d'ouverture des plis.

➤ **FORMAT DES FICHIERS :**

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",
- Les fichiers de type bordereaux des prix unitaires à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.

➤ **ANTI-VIRUS :**

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Au moment de la commission d'ouverture des plis, la personne publique utilisera un antivirus. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

➤ **COPIE DE SAUVEGARDE :**

Suivant les dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.

➤ **NOTIFICATION D'UNE OFFRE ELECTRONIQUE :**

La notification du marché se fait par voie électronique. Pour ce faire, les actes d'engagement originaux seront contresignés par l'attributaire avant notification.

6. JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué suivant les dispositions prévues aux articles L.2152-7, L.2152-8, R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique au moyen des critères suivants :

CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES AU REGARD DES PIECES DEMANDEES A L'ARTICLE 4.3

Critère	Désignation	Pondération
1	Qualité :	40
1.1	Dossier technique ou mémoire méthodologique :	30
	- <i>Qualité des fournitures</i>	
	- <i>Logistique</i>	
	- <i>Service</i>	
	- <i>Moyens humains</i>	
	- <i>RSE</i>	
	- <i>Questions ouvertes</i>	
1.2	Catalogue électronique	10
2	Prix :	60
2.1	Bordereau des Prix Unitaires	50
2.2	Remise sur catalogue	10

Les points seront attribués au regard des réponses apportées par le candidat en annexe 1 (Cadre de Réponse Technique) du présent Règlement de Consultation.

Dans le cadre du critère 1-Qualité, une attention particulière sera portée à la conformité des produits proposés par rapport à ceux mentionnés dans le BPU selon sa désignation interne, sa marque et sa référence fabricant. Afin de démontrer cette conformité, il est impératif que le candidat fournisse toutes les fiches techniques correspondantes.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des fournitures est la suivante :

- Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation
- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer. Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire ou sur l'état des prix forfaitaires, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- **MODALITES D'ATTRIBUTION :**

Le marché est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note pour l'ensemble des critères susmentionnés, sous réserve qu'il produise les pièces contractuelles dûment signées ainsi que les pièces prévues à l'article R.2143-3 du code de la commande publique, et notamment les pièces suivantes :

- L'Etat annuel des certificats reçus (NOT12) à fournir par les candidats soumissionnant hors dispositif DUME ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Une Attestation assurance Responsabilité Civile en cours de validité ;
- Une Attestation d'assurance Responsabilité Décennale en cours de validité.

La personne publique contactera le candidat déclarée attributaire de manière écrite, afin que celui-ci lui remette les documents demandés et pièces contractuelles dûment signées, permettant la notification du marché.

7. LITIGES

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte- CS 44416 - 35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediateurs-regionaux>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83

Courriel : paysdl.ccira@directe.gouv.fr

Les voies de recours contentieux ouvertes aux candidats sont les suivantes (liste non limitative) :

- Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
- Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite via **la plateforme de dématérialisation « PLACE »**.

Suite aux demandes de précisions dûment adressées, une synthèse des réponses sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier de consultation, par la plateforme de dématérialisation « PLACE ».

Fait à l'UNIVERSITE DE RENNES, le 19/12/2024.

Document établi par le Pôle des Achats et la Direction de l'Immobilier et de la Logistique
- Par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes